



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°125 21 SEPTEMBRE 2018

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**NIGERIA :
L'EXIM
BANK OF
CHINA
FINANCERA
POUR 328 M
USD LA
2EME PHASE
DU NICTIB**

**MAURICE :
REFORME DU
REGIME DES
« GLOBAL
BUSINESS
COMPANIES »**

**COTE D'IVOIRE :
L'UE FINANCE
LA FORMATION
DE MIGRANTS
REVENUS AU
PAYS**

**SIERRA LEONE :
BOLLORE
TRANSPORTS ET
LOGISTIQUE A ACHVE
LES TRAVAUX DU
TERMINAL A
CONTAINERS DE
FREETOWN**

**SENEGAL : DE
NOUVEAUX
FINANCEMENTS
ACCORDES PAR
LA BANQUE
MONDIALE**

**CONGO-
BRAZZAVILLE :
VISITE D'ETAT
EN CHINE : 5
ACCORDS ET UN
DON DE 26 MDS**

**NIGER :
PREFINANCEMEN
T CHINOIS POUR
LE PROJET
PETROLIER
D'AGADEM**

**LIBERIA : LE
SENAT A
APPROUVE LA
LOI SUR LES
DROITS
FONCIERS**

**MAURITANIE :
REECHELONNEM
ENT DU PRET
SAOUDIEN**



ACTUALITE REGIONALE

▼ CEMAC : le taux de croissance du PIB de la sous-région prévu à 1,7 % en 2018

Il s'agit d'une prévision du secrétariat technique du Programme des réformes économiques et financières de la CEMAC (PREF-CEMAC) qui a tenu sa 8^e réunion à Douala au début du mois de septembre. La zone CEMAC renouerait ainsi avec une croissance positive après les contre-performances enregistrées en 2016 et 2017. Cette croissance résulterait de la reprise du secteur pétrolier, portée par la remontée des cours du pétrole, et du dynamisme observé dans les secteurs tels que l'agriculture d'exportation et les services marchands.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Les échanges commerciaux Niger/Bénin bloqués par l'effondrement d'un pont

Le pont de Malanville, au Bénin, reliant le Niger au Bénin s'est affaissé, bloquant ainsi les échanges commerciaux entre les deux capitales Niamey et Cotonou. Les gros porteurs qui utilisaient ce pont doivent prendre jusqu'à nouvel ordre des contournements dont le coût financier et temporel est lourd pour les entreprises. Les autorités béninoises ont annoncé qu'un nouveau pont pourra être construit en 45 jours.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : réforme du régime des « *Global Business Companies* »

La loi de Finances pour 2018/2019, adoptée le 31 juillet, réforme le régime des sociétés à capitaux étrangers (« *Global Business Companies* » ou GBC). Les statuts de société *off shore* (GBC2) et de port franc sont supprimés. Le régime fiscal des GBC1 résidentes et des sociétés de droit commun est harmonisé : généralisation du taux de 15% de l'impôt sur les bénéfices, suppression du crédit d'impôt fictif de 80% attaché à tous les revenus provenant de l'étranger, liste limitative de ces revenus bénéficiant d'une imposition au taux de 3%. Les critères de résidence des GBC concernant notamment l'emploi d'un nombre raisonnable de personnes et le niveau des charges sont redéfinis.

✉ deana.dalmeida@cms-fl.com

▼ Afrique du Sud : L'économie sud-africaine en récession au 1^{er} semestre de 2018

Au 2^e trimestre 2018, l'activité économique a de nouveau légèrement ralenti (-0,7% en rythme trimestriel annualisé corrigé des variations saisonnières), après une baisse très marquée au 1^{er} trimestre (-2,6 %, repli plus fort qu'en 1^{ère} estimation). Ce recul constitue une surprise, le consensus anticipant seulement une stagnation du PIB, et le Rand a ainsi diminué nettement¹ à la publication de ces chiffres. Selon l'institut national des statistiques (StatsSA), la baisse a pour origine une baisse de l'activité dans les secteurs de l'agriculture (-29,2 % en rythme trimestriel annualisé corrigé des variations saisonnières), du transport et du commerce. De surcroît, la consommation des ménages, principal moteur de la croissance, enregistre sa première baisse depuis deux ans. Avec ces deux trimestres de recul consécutif, l'Afrique du Sud a été en récession au 1^{er} semestre 2018 et les perspectives de croissance pour l'ensemble de l'année 2018 ont été fortement révisées à la baisse par les analystes.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : Baisse du déficit du compte courant à 3,3 % du PIB au 2^{ème} trimestre de 2018

Au 2^{ème} trimestre de 2018, le déficit du compte courant s'est réduit et s'établit désormais à 3,3 % du PIB (contre 4,8 % au trimestre précédent) principalement grâce au redressement de la balance commerciale (excédent de 41,9 Mds ZAR contre un déficit révisé de 15,2 Mds ZAR au 1^{er} trimestre) à travers la bonne performance des exportations. En parallèle, les déficits des balances des transferts courants, des revenus et des services se sont creusés à 205,7 Mds ZAR

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : Le PIB angolais chute de 2,2% au premier semestre 2018

Le PIB angolais recule de 2,2% au premier trimestre 2018. Les activités de : la pêche (-12,8 %), du commerce (-8,8 %), de l'extraction et raffinage du pétrole (-7,3 %) ainsi que de l'extraction de diamant et minerais (-6,7 %), sont celles qui accusent la plus grande baisse. Au contraire, les activités financières (+22,5 %) et celles de l'énergie et de l'eau (+20,8 %), enregistrent des augmentations importantes. Le secteur de l'extraction et raffinage du pétrole constitue toujours la plus grande part (33 %) du PIB angolais, suivi du commerce (15 %) et de la construction (12 %).

✉ quentin.dasilva@dgtresor.gouv.fr

¹ Ayant atteint un plus haut de 11,9 Rand pour 1 USD (ou 14,7 Rand pour 1 euro) en janvier 2018, il s'échangeait au 4 septembre matin au-dessus de 15,3 Rand pour 1 USD (17,7 Rand pour 1 euro).

▼ **Angola : L'Angola va négocier un financement de 4,5 Mds USD avec le FMI**

L'Angola a officiellement sollicité un financement du FMI à hauteur de 4,5 Mds USD. Prévus pour une durée de 3 ans, avec le déboursement de 1,5 Md USD/an, les négociations devraient commencer au mois d'octobre. Cette demande intervient alors que, selon le Ministre de l'économie et du plan, « les recettes fiscales ne sont pas suffisantes pour garantir le paiement de la dette du pays », avec un ratio recette/dette de 114 %. Le FMI avait déjà été sollicité afin d'apporter un soutien technique à l'Angola pour la mise en place de réformes financières et macroéconomiques, saluées par l'institution de Bretton Woods. Christine Lagarde, Directrice du FMI, est attendue à Luanda courant décembre.

✉ quentin.dasilva@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mozambique : Baisse du taux directeur de 75 points de base (pdb) à 15 %**

Le comité de politique monétaire de la Banque du Mozambique a décidé de réduire son taux directeur de 75 pdb en raison des perspectives favorables d'inflation. L'autorité monétaire estime en effet que la hausse des prix restera maîtrisée, en dessous de la barre des 10 % à court et moyen terme. Face à la volatilité du marché des changes, la Banque centrale a décidé d'augmenter le coefficient des réserves obligatoires en devises étrangères de 500 pdb à 27%. Les autres outils de politique monétaire restent quant à eux inchangés : le taux de facilité des prêts reste fixé à 18%, le taux de facilité des dépôts à 12% et le taux des réserves obligatoires en monnaie locale à 14%.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ **Namibie : Signature de la deuxième phase de prêt pour N\$3Mds entre la BAfD et la Namibie**

Le ministre des Finances, Calle Schlettwein, a signé avec la directrice générale de la Banque Africaine de Développement (BAfD), Dr. Josephine Ngure, l'accord concernant la deuxième phase de prêt du *Namibia's Economic Governance and Competitiveness Support Programme (EGCSP II)*. Le montant du prêt est de N\$3 milliards et fait suite à l'accord du conseil d'administration du 18 juillet dernier de continuer à octroyer des prêts au gouvernement namibien. Le plan EGCSP II vise à consolider les finances publiques namibiennes et à stimuler les réformes d'industrialisation et de développement économique.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ **Zambie : Dégradation de la note souveraine à B- avec une perspective stable**

À la suite de la récente dégradation de *Moody's*, *Standard & Poor's* a également ramené la notation de la Zambie à B- (perspective stable) en raison de préoccupations budgétaires croissantes et de l'attente d'une accumulation plus rapide de la dette. Suite aux récentes déclarations des autorités zambiennes, le déficit budgétaire de 2017 a été révisée à 7,6% du PIB, soit 1,6 point de pourcentage de plus que prévu précédemment. Utilisant cela comme base des prévisions du déficit budgétaire, l'agence ne pensait plus qu'une notation B était compatible avec l'équilibre des risques auxquels le pays était confronté, d'où le déclassement. Les récents commentaires du gouverneur de la banque centrale, notant la révision du déficit budgétaire de 2018 à 7,8% du PIB sur leur propre estimation de 6,1%, ajoutent de nouvelles préoccupations.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Gabon : les exportations repartent à la hausse grâce à la reprise des cours des matières premières

Selon les chiffres de la Douane gabonaise, les exportations, toujours concentrées sur les secteurs traditionnels du pays (pétrole, mines et bois), sont reparties à la hausse en 2017(+16 %). Elles ont atteint 3,9 Mds EUR à la faveur d'une appréciation des cours des matières premières. En parallèle, les importations sont demeurées stables (+0,3 % à 2 Mds EUR), signe de l'atonie de la demande intérieure. Le solde de la balance commerciale est ainsi passé de 1,3 à 1,8 Md EUR en 2017.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : rééchelonnement du prêt saoudien

La Banque centrale de Mauritanie (BCM) et les autorités saoudiennes se sont accordées pour un rééchelonnement jusqu'en 2021 du prêt octroyé en 2015 par l'Arabie saoudite (300 MUSD, intérêt de 3%). Cette mesure vise à contrebalancer la pression provoquée par l'effondrement des cours des matières premières, notamment du fer, depuis 2014. Le prêt saoudien permet à la BCM de maintenir un niveau des réserves suffisant en devises et garantit la pérennité des transactions et engagements au titre des opérations commerciales et financières avec l'étranger.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Nigéria : MTN se voit réclamer 2 Mds USD par la justice nigériane

Outre les 2 Mds USD que l'entreprise sud-africaine de téléphonie MTN se voit réclamer par la justice nigériane pour des taxes impayées, la Banque centrale du Nigéria lui a également signifié l'obligation de rapatrier 8,1 Mds USD qui auraient été sortis illégalement du pays. Standard Chartered Bank, Citibank Nigeria Limited, Stanbic IBTC Bank limited et Diamond Bank, les quatre banques accusées d'avoir permis ces transferts entre 2007 et 2015, doivent aussi payer une amende. Pour rappel, MTN avait été condamnée en 2015 pour ne pas avoir déconnecté ses clients en possession de cartes SIM non identifiées, ce qui avait mené après une bataille judiciaire à une amende de 5,2 Mds USD, réduite au final à 1,7 Md USD.

✉ barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

▼ Liberia : le Sénat a approuvé la loi sur les droits fonciers

Cette loi très attendue, en débat depuis quatre ans, vise à protéger les populations locales de potentielles expulsions, en accordant la même valeur juridique au droit coutumier qu'à la propriété privée. Le texte devrait également permettre de créer un environnement plus attractif pour les investissements dans le secteur agricole notamment, en sécurisant les droits de propriété, alors que l'agriculture avait été jusqu'à présent marquée par des conflits fonciers. Si la validation de cette loi par la Chambre des représentants avant publication officielle par le Président ne devrait plus être qu'une formalité, en revanche sa mise en place s'annonce plus complexe.

✉ william.levasseur@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : quatre projets de loi pour le renforcement du trafic aérien

Le gouvernement a adopté quatre projets de loi en faveur de la promotion du secteur aéroportuaire, dont trois relatifs à des accords bilatéraux, via la ratification d'accords de partenariat avec les Etats-Unis, l'Arabie Saoudite et le Burkina Faso (CDM 03/08/2018). Le Conseil a enfin adhéré à la constitution de la Commission africaine de l'aviation civile (CAFAC) adoptée en septembre 2009 à Dakar.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Congo-Brazzaville : la gouvernance, nouvel axe stratégique du PND 2018-2022

Le Programme national de développement 2018-2022 a été adopté mi-août par les parlementaires. Un troisième axe stratégique portant sur le renforcement de la gouvernance est venu s'ajouter à ceux relatifs à la diversification de l'économie et à la réforme du système éducatif et de la formation qualifiante et professionnelle. Le coût total, estimé à 15 510 Mds FCFA, dont 75 % (11 610 Mds FCFA) en dépenses courantes (hors service de la dette) et 25 % (3 840 Mds FCFA) en dépenses en capital, sera pris en charge à hauteur de 35 % par les ressources budgétaires. Le solde devra être mobilisé par les bailleurs de fonds et le secteur privé.

✉ Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : Visite d'Etat en Chine : 5 accords et un don de 26 Mds FCFA

La visite d'Etat du Président congolais le 5 septembre à Pékin, en marge du 7^{ème} Forum sur la coopération sino-africaine, a débouché sur la signature de 5 accords. Ils concernent l'initiative « Une ceinture, une route », la zone économique spéciale (ZES) de Pointe Noire, la concession de la RN1 reliant Pointe Noire à Brazzaville – qui devrait être opérée par le consortium franco-chinois EGIS/CSCEC –, une convention de non double imposition et la construction d'une école de formation aux métiers des BTP. La Chine a en outre accordé un don de 26 Mds FCFA à l'Etat congolais, qui fait actuellement face à de fortes tensions budgétaires.

✉ Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : L'Exim Bank of China financera pour 328 M USD la 2ème phase du NICTIB

Le président chinois Xi Jinping, a rencontré à Pékin son homologue nigérian Muhammadu Buhari, lors du Forum sur la coopération sino-africaine. Dans le cadre de cet événement, le gouvernement fédéral du Nigéria a obtenu un crédit de 328 M USD de l'Exim Bank of China pour financer la réalisation des travaux de la 2ème phase du réseau national d'infrastructures de technologie de l'information et de communication (NICTIB II), qui sera effectuée par la société Galaxy Backbone Ltd côté nigérian, et Huawei Technologies Ltd, côté chinois. Pour rappel, parmi les créanciers bilatéraux du pays, la Chine (Exim Bank) est en tête avec une dette nigériane de près de 2 Mds USD soit 80% de la dette bilatérale.

✉ barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sierra Leone : PowerChina International Group Ltd réalisera la construction du pont reliant Freetown à l'aéroport de Lungi**

Lors de son déplacement à Pékin dans le cadre du Forum sur la coopération sino-africaine, le Président Julius Maada Bio a désigné la société chinoise PowerChina International Group Ltd pour réaliser la construction du pont devant relier la capital Freetown à l'aéroport de Lungi. A l'occasion de cette visite en Chine, un MoU a également été signé dans le cadre de l'initiative de la route de la soie ainsi qu'un accord de coopération économique et technique qui se traduira par une aide de 250 M RMB (environ 30 M EUR) de l'Etat chinois.

✉ william.levasseur@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sierra Leone : Bolloré Transports et Logistique a achevé les travaux du terminal à containers de Freetown**

Cet investissement de 120 M USD visait à augmenter la capacité du terminal à containers du port de Freetown de 100 000 EVP à 750 000 EVP. Les travaux commencés en 2016 ont également permis de réhabiliter le quai à containers Queen Elizabeth II, long de 270 mètres. Ce projet s'inscrit en ligne avec la volonté du gouvernement de faire de ce terminal un hub de transbordement en Afrique de l'ouest.

✉ william.levasseur@dgtresor.gouv.fr

▼ **Liberia : obtention d'une aide de 54 M USD de l'Etat chinois**

Selon la présidence du Libéria, le Président George Weah qui s'est rendu à Pékin pour le Forum sur la coopération sino-africaine, a obtenu une aide de 54 M USD de l'Etat chinois pour la construction d'infrastructures routières dans la capitale Monrovia.

✉ william.levasseur@dgtresor.gouv.fr

▼ **Bénin : avancées du projet d'approvisionnement en eau potable**

L'Agence Nationale d'approvisionnement en eau potable en milieu rural (ANAEPMR) a été autorisée à signer six marchés, pour la construction-réhabilitation-extension de réseaux d'approvisionnement en eau. 24 adductions d'eau villageoise (AEV) doivent être créées et/ou réhabilitées par des opérateurs privés, l'Etat mettant à la disposition des adjudicataires une concession subventionnée. Le français Vergnet Hydro, en groupement avec deux firmes locales (FORAG et AGIRE), était déclaré adjudicataire provisoire d'un des six lots, et devrait selon toute vraisemblance devenir adjudicataire définitif.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : l'UE finance la formation de migrants revenus au pays

Le projet sous régional de l'Organisation internationale des migrants (OIM), financé par le fonds fiduciaire de l'Union européenne (UE) à hauteur de 2,7 M EUR propose des formations dans le domaine de l'agriculture et du bâtiment aux migrants de retour en Côte d'Ivoire. 50 ex-migrants ont intégré la formation en septembre à l'université de l'entrepreneuriat d'Azaguié. Ils sont 500 migrants sur les 3800 revenus au pays depuis mai 2017 à avoir été formés par le projet.

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : un financement de 260,5 M EUR de la Banque mondiale pour le secteur du transport à Abidjan

Le financement est destiné au Projet d'intégration Port ville d'Abidjan dont le coût global est estimé à 332 M EUR. Il s'agit d'un prêt mobilisé sur ressources IDA et d'une maturité de 28 ans. Les travaux, prévus sur une durée de sept ans, portent sur la réalisation de quatre infrastructures routières, notamment la section 2 de l'autoroute de contournement du « Grand-Abidjan » (reliant les communes de Songon, Abobo-Anyama, Cocody et Port-Bouët), l'aménagement de la section 3 de cette autoroute ; la construction de l'échangeur du carrefour Akwaba (Marcory) et la construction d'une zone logistique y compris des parcs de stationnement court et long séjour pour les camions poids lourds.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : préfinancement chinois pour le projet pétrolier d'Agadem

Un préfinancement chinois de 4 Mds USD permettra la réalisation de la phase II du projet pétrolier d'Agadem (Est du pays). Il s'agit d'un partenariat public-privé (PPP) dans lequel les investissements de l'entreprise chinoise CNPC seront remboursés par l'Etat nigérien lors de la vente du pétrole brut. Outre la construction de nouvelles infrastructures de production, cette deuxième phase de développement du projet d'Agadem sera tournée vers la réalisation d'un oléoduc qui permettra d'exporter le pétrole sur le marché international.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : de nouveaux financements accordés par la Banque mondiale (BM)

Le ministre de l'Economie, des finances et du plan, et la BM ont signé des accords de financement pour un montant global de 118 Mds FCFA (180 M EUR). Le 1^{er} accord vise à la réalisation d'ouvrages d'assainissement et à la mise en place d'une politique d'accès à l'eau, dans le cadre du projet eau-assainissement en milieu rural du bassin arachidier. Le 2nd accord signé, s'élevant à 46 M EUR, a trait au financement de la lutte contre le changement climatique et l'avancée de la mer sur la Langue de Barbarie. L'enveloppe permettra de reloger plus de 10 000 personnes dans la ville de Saint-Louis. Enfin, la banque renforcera le Projet d'appui à la qualité, à l'équité et à la transparence du système éducatif à hauteur de 47 M EUR.

✉ diadame.diawbaudoin@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : adoption d'un Plan national de développement (PND)

Ce PND, nouvelle boussole du gouvernement togolais, est le nouveau plan de croissance économique du pays pour la période 2018-2022. Il prend le relais de la SCAPE (Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi ; 2013-2017). Trois piliers devront porter la croissance à venir : (i) mise en place d'un hub logistique d'excellence et d'un centre de premier ordre dans la sous-région, (ii) développement des pôles de transformation agricole, manufacturier et du secteur extractif, (iii) consolidation du développement social et des mécanismes d'inclusion. La mise en œuvre du programme nécessitera l'injection de 7 Mds EUR, dont 35% sur financement public (2,5 Mds EUR) et 65% sur financement privé (4,5 Mds EUR).

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Côte d'Ivoire : 77 licences d'exportation de cacao accordées en 2018/19

Le Conseil café cacao (CCC) de Côte d'Ivoire a revu à la hausse le nombre de licences pour l'exportation de cacao pour la campagne 2018/19 en octroyant 77 licences, contre 72 pour la campagne précédente. 51 licences ont été accordées à des sociétés commerciales et 26 à des sociétés coopératives. La liste des sociétés est consultable sur le site du Conseil café cacao.

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : création de l'Observatoire du marché des engrais au Niger (OMEN)

Un projet de décret portant création, missions et composition de l'Observatoire du marché des engrais au Niger (OMEN) a été adopté par le Conseil des ministres. Cette réforme intervient dans le cadre de la mise en œuvre du Programme compact du Niger et de l'adoption en janvier dernier du plan de réforme du secteur des engrais. L'OMEN a pour principales missions, la veille et la régulation des approvisionnements et de la distribution des engrais au Niger.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Ghana : Signature d'un contrat pour la construction d'un terminal GNL à Tema.

La China Harbour Engineering Company et la société Tema LNG Terminal Company, dont les actionnaires principaux sont Rosneft et le fond d'investissements Helios, ont signé un accord pour la construction d'un terminal GNL flottant à Tema d'ici 2020. D'un coût de 350 M USD, ce projet devrait permettre à terme de fournir annuellement 2 M de tonnes de gaz GNL aux producteurs d'électricité ghanéens, soit une quantité qui serait suffisante pour alimenter 30% du total des capacités de production installées dans le pays. Cet accord intervient dans le cadre d'un contrat de concession BOT d'une durée de 12 ans signé en 2018 entre Rosneft et la Ghana National Petroleum Corporation (GNPC) pour la fourniture de ce gaz GNL.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ **Zambie: Le programme GET FiT Zambia lance un appel à proposition pour 100 MW de solaire**

Les dix entreprises pré-qualifiées en juin devront soumettre leur projet avant décembre. Les lauréats signeront début 2019 un contrat de rachat d'électricité avec ZESCO sur une durée de 25 ans

✉ ulyse.arliguie@dgtresor.gouv.fr

▼ **Industries**

▼ **Nigéria : une usine d'assemblage de groupes électrogènes sera implantée à Lagos par Clarke Energy et la société française SDMO.**

La compagnie britannique Clarke Energy a annoncé un investissement de 650 000 GBP (plus de 840 000 USD) dans la construction, à Lagos, d'une usine d'assemblage de groupes électrogènes fonctionnant au diesel. Cette usine, sera installée en collaboration avec la société française SDMO qui apportera également son appui pour la conception, l'installation, la maintenance et la vente de groupes électrogènes de grandes capacités.

✉ barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

▼ **Services**

▼ **Congo-Brazzaville : Visite d'Etat en Chine : 5 accords et un don de 26 Mds FCFA**

La visite d'Etat du Président congolais le 5 septembre à Pékin, en marge du 7^{ème} Forum sur la coopération sino-africaine, a débouché sur la signature de 5 accords. Ils concernent l'initiative « Une ceinture, une route », la zone économique spéciale (ZES) de Pointe Noire, la concession de la RN1 reliant Pointe Noire à Brazzaville – qui devrait être opérée par le consortium franco-chinois EGIS/CSCEC –, une convention de non double imposition et la construction d'une école de formation aux métiers des BTP. La Chine a en outre accordé un don de 26 Mds FCFA à l'Etat congolais, qui fait actuellement face à de fortes tensions budgétaires.

✉ Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gabon : certification OACI pour l'aéroport de Libreville**

L'aéroport de Libreville (ADL), exploité depuis 30 ans par EGIS-Aéroports de Marseille, a reçu la certification de l'OACI le 30 août dernier pour ses installations et son exploitation technique. La gestion de l'aéroport international de Libreville sera confiée à

GSEZ Airports (partenariat entre l'Etat gabonais et la société singapourienne Olam) à la fin de la concession actuelle, dont le terme est fixé au 5 octobre 2018.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : introduction en bourse de MTN Ghana.

A l'issue de l'introduction en Bourse de 35% de son capital, MTN Ghana est parvenu à lever 1,1 Md GHC (200 M EUR), soit moins d'un tiers de sa cible (3,47 Mds GHC soit 630 M EUR). Près de 90% des parts émises ont été rachetées par des fonds institutionnels et plus de 60% l'ont été par des investisseurs étrangers. Si celle-ci n'a donné des résultats que très inférieurs aux ambitions de la firme, elle devrait rester sans forte conséquence pour son développement. L'introduction en bourse relevait d'une contrepartie requise en 2016 par le régulateur du secteur des télécommunications, la NCA, en échange de l'attribution d'une licence 4G. Disposant de 47% des parts de son marché l'entreprise devient la première capitalisation boursière du pays.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Guinée : la société turque Albayrak obtient la concession du port conventionnel

Le gouvernement guinéen a signé avec la société turque Albayrak, un contrat de concession du port conventionnel (partie du port réservée au débarquement des produits alimentaires) pour une durée de 25 ans. Dans cet accord, le concessionnaire se charge de la réhabilitation, l'extension, la gestion et l'exploitation du port. Il s'engage à investir au cours des deux premières années, 200 M USD sur les 500 M USD prévus durant les 25 ans. Pour mémoire, aucun investissement n'a été effectué dans le port de Conakry depuis 1980. Le port conventionnel de Conakry possède une capacité de 9 millions de tonnes.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique : TFG – Une croissance qui défie la crise et qui prédit le meilleur pour son développement en Australie

Malgré un contexte commercial tendu, le *retailer* TFG réalise des performances bien au-delà des espérances : sur les 20 premières semaines de l'année financière de 2019, le chiffre d'affaires du groupe a cru de 32% par rapport à la même période de l'année précédente. La croissance fut particulièrement importante pour TFG Londres et TFG Afrique. Le groupe s'appuie sur sa stratégie multimarque, centrée sur les vêtements pour hommes. Une performance globale qui contraste avec l'environnement économique, mais aussi avec ses concurrents, tels que Woolworths qui rencontre plusieurs difficultés en Australie. L'essor du groupe ne s'arrête pas là, puisque le groupe compte ouvrir plus de 6 nouveaux magasins en Grande Bretagne.

✉ maxime.housard@businessfrance.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Congo-Brazzaville : la quatrième édition du Forum de l'entrepreneuriat aura lieu les 26 et 27 septembre

Cette édition, organisée par la Chambre de commerce de Pointe-Noire, en partenariat avec l'Association Pointe-Noire industrielle (APNI) et l'Institut européen de coopération et de développement (IECD), se focalisera sur la transformation des produits agricoles, l'occasion pour les primo entrepreneurs d'être informés sur le processus de transformation des produits, jusqu'à leur emballage.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : visite de la chancelière Angela Merkel.

Lors de sa visite à Abuja le 31 août, Angela Merkel s'est entretenue avec le Président nigérian Muhammadu Buhari ainsi qu'avec le Président de la commission de la CEDEAO, Jean-Claude Kassi Brou. Deux MoU ont été signés pour renforcer les liens entre les deux pays en matières agricole et commerciale. De son côté, l'entreprise Volkswagen a également signé un MoU, avec le ministre nigérian de l'Industrie, du commerce et de l'investissement pour développer les activités d'assemblage et à terme, de fabrication, du groupe. Le « National Automotive Industry Development Plan (NAIDP) », introduit en 2013 pour stimuler la production locale fortement concurrencée par les importations de véhicules d'occasion, peine pour le moment à porter ses fruits.

✉ barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : visite officielle d'Angela Merkel.

Avant le Nigéria, la chancelière allemande Angela Merkel s'est rendue en visite officielle au Ghana, accompagnée de son ministre pour la Coopération économique et le développement, Gerd Muller, et d'une délégation de capitaines d'industrie allemands. Cette visite a permis la signature de protocoles d'investissement à portée symbolique ; avec Volkswagen, pour la construction d'une unité d'assemblage de voitures ; BOSCH et ASPIRx pour celle d'une usine de production de vaccins ; VOITH HYDRO et TABCON, pour des transferts de technologies en vue de la construction par l'Etat d'un barrage hydraulique hybride, équipé de panneaux solaires.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : 1^{er} Salon international du coton et du textile (SICOT)

La 1^{ère} édition du SICOT se tiendra du 27 au 29 septembre 2018 à Koudougou. Ce salon réunira des acteurs qui interviennent dans la chaîne du coton, de la production à la transformation. Il permettra la valorisation des outils modernes de financement, de production, de transport, de transformation (filature, teinture etc.) et de commercialisation des produits au travers de rencontres, présentations pays, conférences, tables rondes et panels techniques. L'organisation est prise en charge à 53% par le gouvernement et 47% par les partenaires techniques et financiers et des sponsors. Plus de 1000 visiteurs sont attendus sur l'aire d'exposition.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : 3^e édition de la Semaine des activités minières d'Afrique de l'Ouest

La 3^{ème} édition de la Semaine des activités minières d'Afrique de l'Ouest (SAMAO) se tiendra du 27 au 29 septembre 2018 à la salle de conférence de Ouagadougou sous le thème: «L'exploitation des ressources minérales en Afrique: Quelles stratégies pour en faire un moteur de Croissance et de Développement Durable». Des conférences thématiques, des rendez-vous d'affaires B2B, des expositions et des événements spéciaux seront organisés.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : 3^e Forum économique des startups du 13 au 17 novembre 2018

Parrainé par le ministère de l'économie et des finances et celui de l'Economie numérique, le 3^e Forum économique des startups, incubateurs et investisseurs d'Afrique (ASF) rassemblera plus de 1000 dirigeants de startups représentant 250 projets sélectionnés parmi 6 000 candidatures issues de 54 pays d'Afrique. L'édition 2018 comportera, entre autres, des ateliers de formation à la bonne gestion, un *hackathon* et un *innovathon*. 20 prix, dont le prix de la meilleure start-up d'Afrique (6000 EUR), seront décernés à cette occasion. Pour mémoire, le prix 2017 avait été remporté par « WeFlyAgri », spécialisé dans la gestion de parcelles agricoles à distance et qui avait ainsi bénéficié de l'accompagnement d'Orange Côte d'Ivoire.

✉ domitille.declercq@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : visite de la chancelière allemande

Le Sénégal a reçu Angela Merkel, accompagnée par 11 hommes d'affaire allemands représentant différents secteurs d'activités. Quatre accords de coopération ont été signés entre les deux Etats : (i) un mémorandum d'entente entre l'Apix et l'Africa Ferine ; (ii) un cadre de financement pour le projet d'électrification de 300 villages (120 M EUR) entre le ministère de l'économie, des finances et du plan et la société IPEX ; (ii) un contrat commercial concernant ce même projet d'électrification entre l'Agence sénégalaise d'électrification rurale (ASRE) et la société GOF ; et (iv) un protocole entre la commune de Sandiara, le Fonsis et la société Fister contact system pour la réalisation d'un système d'énergie hybride d'une capacité de 10 MW.

diadame.diawbaudoin@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : participation au 7e Forum sur la coopération sino-africaine

Une importante délégation togolaise composée du Président de la République, de plusieurs ministres et conseillers de la Présidence, a participé au 7^{ème} forum sur la coopération sino-africaine, qui s'est tenu du 3 au 6 septembre à Pékin. En marge de ce forum, de nombreuses rencontres bilatérales avec des opérateurs économiques chinois ont eu lieu, en vue de mobiliser des fonds et attirer des investissements pour l'opérationnalisation du PND (Plan national de développement, 2018-2022). On peut noter des réunions avec CHINA MERCHANTS GROUP, CTCE, CHINA RAILWAY CONSTRUCTION CORPORATION (CRCC), entreprises qui manifestent toutes des intérêts marqués pour des investissements logistiques le long du corridor Lomé-Cinkassé.

quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : L'Afrique du Sud accueillera en 2024 le plus grand congrès d'astronomie du monde

L'assemblée générale de l'union internationale d'astronomie se déroulera au Cap. La ministre de la science et de la technologie Mmamoloko Kubayi-Ngubane a félicité cette victoire en rappelant les différents projets d'ampleur menés par ce hub d'astronomie africain.

ulyse.arliquie@dgtresor.gouv.f

▼ Afrique du Sud : Durban accueillera du 10 au 13 septembre le forum mondial de l'union internationale des télécommunications (ITU)

Cette conférence sur le thème de l'innovation pour un développement numérique intelligent devrait accueillir 7 000 délégués et 39 ministres.

ulyse.arliquie@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

